

Epreuve de Droit

Université Lyon 1

Année 2014/15

Master 2
1^{ère} Session

Durée : 1h 30

Avertissement

Le cas pratique et la question qui vous sont proposés ci-dessous ont pour objet essentiel de tester vos connaissances juridiques.

Pour vous contraindre à la synthèse, vosre composition ne doit pas dépasser une copie double. Il est donc tout à fait possible que vous ayez terminé avant la fin du temps imparti.

La forme de la composition (style, orthographe, présentation) est un élément de la notation.

Aucun document n'est autorisé

Cas pratique : 13 points

Vous travaillez depuis peu pour un éditeur de livres d'art, *Bo Livres*. Votre employeur a constaté qu'un moteur de recherche *Poodle* avait numérisé l'intégralité des ouvrages du fonds de *Bo Livres* dans le cadre de son nouveau service *Web Poodle Book*. Lorsque l'on fait une recherche sur *Poodle Book* sur le fonds de *Bo Livres* l'on obtient :

- un extrait aléatoire de l'ouvrage sous format d'image (à chaque nouvelle recherche un nouvel extrait s'affiche).

Votre employeur s'est plaint de ces pratiques auprès de *Poodle Book* et lui a demandé de retirer de leur base de données les ouvrages du fonds *Bo Livres*. *Poodle Book* a refusé et lui a répondu par courrier que :

1. les ouvrages ont été numérisés à partir de fonds de plusieurs bibliothèques américaines et que le droit américain autorisait ce type d'agissements ;
2. en application du droit français, l'exception de courtes citations trouvait à s'appliquer

Votre employeur a appris que vous aviez des compétences juridiques en matière de propriété intellectuelle. Aussi il vous demande s'il peut raisonnablement espérer avoir gain de cause devant les tribunaux français.

NB : Art. L. 122-5 du Code de Propriété intellectuelle :

Lorsque l'œuvre a été divulguée, l'auteur ne peut interdire :

(...)

3o Sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source :

a) Les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées ;

Question de cours : 7 points

Commentez l'article 323-1 du Code pénal :

Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende.

Vous devez justifier l'ensemble de vos réponses